

Une initiative
BAYT AL HIKMA
TELQUEL

**OUI À L'ISLAM,
NON À LA BARBARIE !**

Sakineh,
condamnée à
la mort par
lapidation par
les autorités
iraniennes



TELQUEL

■ N°441. Du 2 au 8 octobre 2010. 15 DH. 3 €

LE MAROC TEL QU'IL EST

OMARI
(Rif)



MFADDEL
(Mohammédia)



ABROUN
(Tanger-
Tétouan)



HEJIRA
(Oriental)



CHAABI
(Essaouira)



SENTISSI
(Salé)



CHABAT
(Fès)



**GRANDE
ENQUÊTE
15 PAGES**

ALAMI
(Marrakech)



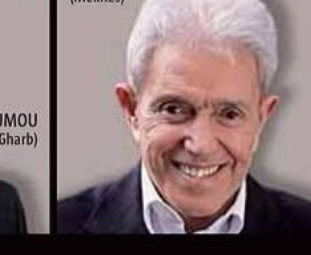
ZAHLIDI
(Doukkala-
Chaouia)



DOUMOU
(Gharb)



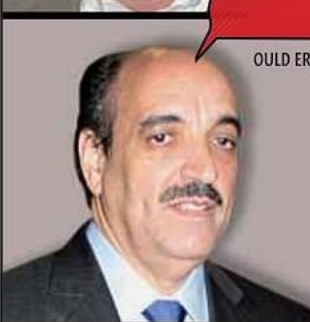
ZNIBER
(Meknès)



KABBAJ
(Souss)



OULD ERRACHID
(Sahara)



Région par région, fief par fief...

Ceux qui tiennent le Maroc

www.telquel-online.com

Le Mag EN COUVERTURE



CEUX QUI TIENNENT LE MAROC

Qui sont les puissants du royaume ? D'où tiennent-ils leur pouvoir ? Comment se matérialise leur influence ? *TelQuel* a mené l'enquête.

Rabat – Casa, on le sait, c'est le pouvoir central. Pour le conquérir, à moins d'y être directement parachuté, il faut d'abord asseoir un réseau local, loin des deux "capitales" du royaume. Ils sont en effet nombreux, les cracks de la politique ou les champions des affaires à avoir commencé par affûter leurs armes dans leur fief avant de "monter" à Casablanca ou Rabat. Certains n'ont même pas eu besoin de se déplacer, exerçant une grande influence nationale sans jamais quitter leur région, leur ville, leur territoire personnel.

Pour bien comprendre le quadrillage du royaume et le pouvoir de tous ces hommes d'influence, nous avons choisi de découper le Maroc en treize régions, avec le parti pris d'écarter les deux capitales (Rabat, Casablanca) vers lesquelles tout et tous convergent d'une manière ou d'une autre. Bien entendu, notre découpage ne reproduit pas les tracés administratifs du royaume. C'est surtout un instrument de travail, pratique et utile, dont nous nous sommes servis pour mieux illustrer le pouvoir local, son rayonnement régional, son importance nationale.

Le résultat est une compilation intéressante sur le profil et le parcours des hommes qui tiennent le Maroc. Partis de rien, parfois bien nés, ils ont pu, à un moment ou à un autre, représenter un croisement et une rencontre inattendus entre les pouvoirs politique et économique. Ils incarnent les deux à la fois. En creusant un peu plus, on peut voir aussi comment ces deux pouvoirs se nourrissent l'un de l'autre et soutiennent en sous-main des leviers aussi surprenants que le sport ou l'associatif. Bonne lecture. ■ **FAHD IRAQI**

**UN DOSSIER DE
LA RÉDACTION**
(Aïcha Akalay, Driss
Bennani, Mohammed
Boudarham, Jules
Crétois, Hassan
Hamdani, Tarik Hari,
Fahd Iraqi, Mehdi
Michbal, Ayla Mrabet,
Hicham Oulmouddane,
Youssef Ziraoui)



Une richesse cosmopolite

Ils sont venus d'ailleurs pour conquérir le détroit...

Depuis l'indépendance, la région de Tanger est la terre promise de nombreuses familles venues des quatre coins du royaume pour y faire fortune. Ce qui explique qu'aujourd'hui, les seigneurs de la ville du détroit n'en sont pas forcément originaires. **Samir Abdelmoula**, actuel maire et première star sans conteste de la ville, n'a pas vu le jour à Tanger. L'homme de 36 ans a tout pour lui : la jeunesse, l'argent, le sens des affaires et surtout la chance d'être bien né. Son père, Ali Abdelmoula, originaire de Sidi Kacem, s'est installé au nord au milieu des années 1980 et a pris la direction de la COMARIT, devenue depuis le premier transporteur maritime du pays. Marié à la nièce du général Dlimi, une riche propriétaire terrienne, Ali Abdelmoula a su développer son empire en tirant profit de la forte affluence de passagers qui transitent par le port de Tanger (plus d'un million par an). Samir a tout naturellement repris les rênes de l'entreprise de papa, qui génère aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel de plus de 2 milliards de dirhams et emploie près de 2000 personnes. En 2007, il prend la tête de Biladi Voyages, un réseau d'une vingtaine d'agences implantées en Europe, puis cofonde Cap Radio, basée à Tanger et qui diffuse en arabe et en tarifit.

Alliances politiques

La réussite en affaires ne suffit pas à Samir, qui se découvre très vite une vocation politique. Intégré au parti de Fouad Ali El Himma, il remporte les élections communales en 2009, soit trois ans après la défaite cuisante de son père face au maire sortant de l'époque, Dahmane Derhame. Ce dernier, un Sahraoui réputé, doit, entre autres, son pouvoir local à l'alliance avec une autre famille puissante de Tanger : il est marié



Samir Abdelmoula

à Fatima Abaâkil, fille du défunt **Abdellah Abaâkil**. Ce natif de Tafraout s'est installé à Tanger dès les années 1940 en tant que commerçant. Moins de vingt ans plus tard, il se retrouve à la tête d'un réseau de 160 épiceries. En 1962, il fonde une minoterie dans la ville du détroit et une entreprise spécialisée dans la fabrication de piles électriques, la fameuse Electrochimie Africaine, qui produit notamment les "Superlux". Politiquement engagé, Abdellah Abaâkil a été l'un des fondateurs de l'UNFP, avant d'être un sympathisant de l'USFP. Elu premier président de la Chambre de commerce de Tanger, il est l'une des figures phares de l'industrie de la ville. "La famille Abaâkil force le respect à Tanger. Ses membres se sont imposés dans l'industrie, un secteur où la concurrence est rude et les magouilles peu fréquentes", rapporte un journaliste de la région. A la mort du patriarche Ab-

dellah, en 1970, ce sont ses frères Houcein et Najem qui vont assurer la prospérité de l'empire, qui compte aujourd'hui des usines dans l'industrie agroalimentaire, le textile et des entreprises de promotion immobilière.

Tétouan, une ville satellite

Souvent, les grandes familles de Tanger étendent leur influence sur la ville voisine de Tétouan. L'exemple le plus frappant est sans doute celui des Abroun. Le fondateur de la chaîne de distribution d'appareils électroménagers était un petit commerçant qui écoulait de la marchandise en provenance de Sebta dans son local tangérois. Son commerce allant bon train,

il se mit à importer des appareils de Corée. De là est né le groupe Goldvision, en 1995. Baptisé depuis peu Abroun, le groupe brasse pas moins de 750 millions de dirhams de chiffre d'affaires. "Réussir dans le monde des affaires ne suffit pas aux familles fraîchement établies. Leur objectif suivant devient alors le gain en notoriété. Ce fut

le cas pour la famille Abroun qui a utilisé le sport comme ascenseur social", explique un journaliste basé à Tétouan. En effet, l'un des fils **Abroun**, **Mohamed Achraf**, est devenu le président du Moghreb Athlétique de Tétouan (MAT) et son ambition est clairement affichée : "Je veux faire du MAT la première entreprise sportive du pays". Celui qui règne désormais sur Saniat R'mel a fait savoir dans la presse locale qu'aucun effort ne sera ménagé pour faire de son club une référence du football national. De quoi gagner en notoriété, c'est sûr. ■



Mohamed Achraf Abroun

Abdelmoula a tout pour lui : la jeunesse, l'argent, le sens des affaires et surtout la chance d'être bien né.



RIF

L'histoire d'aujourd'hui

Le poids du passé pèse toujours dans la balance du pouvoir...

La région est bien connue pour son passé tumultueux. Une mémoire avec laquelle on n'arrive toujours pas à se réconcilier et qui est au cœur des enjeux de pouvoir dans le Rif d'aujourd'hui. Parmi les puissantes familles de la région, le clan Ameziane doit son influence à son poids historique, plus qu'à sa richesse matérielle ou à ses filiations. Mohamed Ameziane, le dernier maréchal du Maroc, "El Malo" pour les hispaniques, a combattu dans les rangs de l'armée franquiste pendant la guerre civile espagnole. Un personnage controversé qui fait néanmoins partie de l'histoire de la région. Lorsque sa fille, **Leila Ameziane**, épouse de Othman Benjelloun, érige un musée à sa mémoire en 2006, associations et particuliers tentent de s'y opposer. En vain. La mémoire du maréchal est honorée aux frais de la richissime famille. *"Chacun a le droit de créer un musée pour son papa. C'est leur droit, leur argent"*, lance ce militant d'un ton caustique. Pour lui comme pour beaucoup, si Ameziane a sa place dans l'histoire de la région, le Rif attend, depuis près d'un siècle, un musée pour Abdelkrim Khattabi.

La nouvelle star

Un des fervents défenseurs de la mémoire de ce personnage historique n'est autre qu'**Ilias Omari**. Celui qui est devenu aujourd'hui le véritable homme fort du Rif s'est fait connaître en jouant sur le tableau historique. Condamné à cinq ans de prison par contumace en 1987, après les événements d'Al Hoceïma (émeutes contre la hausse des prix réprimées violemment par les forces de l'ordre), il fonde, en 1999, l'association des victimes des gaz toxiques au Rif. Pour se faire entendre à propos des bombarde-



Ilias Omari



Leila Ameziane

ments chimiques lancés par l'Espagne lors de la guerre du Rif et leurs répercussions sur la santé des Rifains, Ilias Omari n'hésite pas à faire du tapage médiatique. Après le tremblement de terre d'Al Hoceïma, la fougue associative le reprend : en 2005, il prési-

de ARID, l'Association Rif pour le développement et la solidarité, afin de dénoncer les déficits et la marginalisation de sa région chérie. Le Rifain pure souche s'est imposé comme un habile marionnettiste dans sa région. Son nom est intrinsèquement lié à tout ce qui touche, politiquement, culturellement et socialement, le fief de Abdelkrim.

Lobbyiste du PAM

Plus qu'un agitateur, Ilias Omari est un lobbyiste discret : préférant s'afficher au volant de sa petite citadine plutôt que dans son rutilant 4x4, l'activiste moustachu n'hésite pas à prendre en charge les Rifains hospitalisés à Casablanca ou Rabat. Pas de signe ostentatoire de richesse, pas de biens matériels apparents, Ilias Omari se veut proche du peuple dont il est issu. Pourtant, l'homme a ses entrées partout. Outre pléthore d'activités associatives, il est à la tête du festival d'Al Hoceïma, président du club de foot Chabab Rif Al Hoceïma, membre de l'IRCAM et du Conseil supérieur de la communication audiovisuelle. On lui prête d'ailleurs d'avoir exigé une radio pour le Rif et d'avoir fait pression pour la mise en place de Cap Radio, dont les deux-tiers des programmes sont en tarifit. Mais ce sont surtout ses activités semi-officielles qui lui valent sa puissance : hier confident de Driss Benzekri, il est aujourd'hui l'un des piliers du clan El Himma. Sans faire partie du bureau du PAM (ni de celui du Mouvement pour tous les démocrates), c'est grâce à son réseau qu'il rallie les cadres du Rif à la cause de "l'authenticité et de la modernité". C'est aussi lui qui révèle Hakim Benchemmach, la nouvelle étoile parlementaire du PAM à la deuxième chambre. Un autre personnage qui incarne une nouvelle génération de Rifains.

Ilias Omari est à la tête du festival d'Al Hoceïma, président du club de foot local, membre de l'IRCAM et du Conseil supérieur de la communication audiovisuelle.



A l'Est, rien de nouveau

Spiritualité, apparatchisme et clémentine, c'est le triptyque sur lequel se fonde le pouvoir.

Un personnage est incontournable dans le nord-est : Sidi Hamza Al Qâdiri Al Boutchichi. Héritier d'une lignée de guides spirituels, il est vénéré tel un prophète par les adeptes de la Tariqa Boutchichia, qui, au fil des années, ont fait la fortune de la confrérie grâce aux dons en terres et en numéraire. Son influence dépasse largement la petite localité de Madagh, maison mère de la Tariqa, pour étendre ses tentacules au sein de l'appareil de l'Etat où il compte de nombreux adeptes. Madagh est d'ailleurs devenue une étape incontournable pour tout ministre et responsable de passage dans la région, qui ne manquent pas de présenter leurs hommages au guide spirituel. C'est encore plus vrai depuis que le Palais (qui protège **Cheikh Hamza**) a dopé son pouvoir, en misant beaucoup sur lui dans sa politique de relance des zaouïas pour contrer le salafisme. Rabat a d'ailleurs fait un joli cadeau à son fils, Hmida, en le nommant gouverneur de la province. L'entrisme de la famille de Sidi Hamza ne s'arrête pas là. Simple exemple parmi d'autres, son neveu Tawfik est numéro 2 de l'Agence de développement de l'Oriental.

Au nom du père

Omar et Taoufiq Hejira peuvent aussi dire merci à papa. Ils ont capitalisé à Oujda sur l'héritage politique de leur père, Abderrahmane Hejira, un cacique du parti de l'Istiqlal et l'un des instigateurs du soulèvement du 16 août 1955 dans la ville de l'Oriental. Un CV pareil, ça vous pose un homme. D'autant que Abderrahmane Hejira a tracé la route à ses deux fils au sein des instances régionales de l'Istiqlal. "Ce sont des hommes d'appareil. C'est de là qu'ils tirent leur puissance, plus que de leur popularité", résume un acteur associatif oujdi. Le cas



Cheikh Hamza



Omar Hejira

du président du conseil de la ville, Omar, qui a fait toute sa carrière politique dans la capitale de l'Oriental, en est l'exemple le plus frappant. A l'âge de 7 ans, son père l'initie au travail associatif au sein d'une organisation de jeunes dépendant de l'Istiqlal. En 1982, il est élu secrétaire régional de la jeunesse scolaire de l'Istiqlal. Ce galop d'essai, sous l'aile protectrice de son père, se parachèvera par une consécration en 2005 : Omar rejoint le comité central et prend les rênes de l'Istiqlal à Oujda. Ce parcours sans faute de "fils à papa" n'a pas manqué de faire grincer des dents parmi les militants. Lors des élections locales

de 2002, des voix se sont élevées car le parti avait confié la tête de liste à Omar. Le jugeant trop effacé, elles ont considéré ce casting comme un hommage rendu au défunt père, et non pas un choix basé sur ses qualités de leader.

Le roi de la clémentine

Un dicton a cours à Berkane : "Le ciel appartient à Dieu et la terre aux Belhaj". C'est ainsi que les habitants de la ville résument le patrimoine foncier immense de la famille de **Ali Belhaj**. Ce dernier a hérité de son père - pionnier dans l'exportation de clémentines - de nombreuses fermes d'exploitation d'agrumes dans la région. Il est aussi l'heureux propriétaire, avec d'autres membres du clan, de la quasi-totalité des terrains encerclant Berkane. Si bien qu'aujourd'hui, toutes les constructions nouvelles se font sur des lotissements appartenant aux Belhaj. La puissance économique du père de Ali Belhaj a joué en faveur du fils, qui a remporté haut la main la présidence du conseil régional de l'Oriental. Il ne s'en cache pas d'ailleurs : "Se présenter dans sa région peut être pour un fils de notable un plus ou un moins. Pour moi cela a été un plus", nous a-t-il confié. Et Ali Belhaj, roi de la clémentine à Berkane, compte bien en devenir l'empereur. Il a ainsi créé en 2005 une société mixte (La compagnie agricole Belhaj-Canavèse), détenue à parts égales avec une entreprise française de négoce de fruits. Cette entité exploite 600 hectares attribués par l'Etat au moment de la privatisation des terres de la SODEA. Ali Belhaj et ses associés français, qui emploient de 100 à 300 personnes selon les saisons, produisent annuellement 5000 tonnes d'agrumes et comptent quadrupler ce volume avant 2013. ■

Le fils de Cheikh Hamza est gouverneur de la province, son neveu est numéro 2 de l'Agence de développement de l'Oriental.



FÈS

La nouvelle ère

L'avènement d'un nouvel homme fort a reconfiguré les réseaux d'influence.

Quand le fondateur du Parti de l'Istiqlal s'appelle Allal El Fassi, il ne faut pas s'étonner de voir la capitale spirituelle sous l'emprise quasi totale de cette formation politique. Les plus grosses fortunes de Fès sont en effet tous des sympathisants du parti de la balance. Parti qui détient une majorité confortable dans le conseil de la ville, présidé par une des figures les plus emblématiques de l'Istiqlal.

Un puissant maire

Hamid Chabat, maire de Fès depuis 2005, n'est pas un Fassi pure souche. Il est né en 1953 à Branness, un patelin dans la région de Taza. La capitale spirituelle, il la rallie en 1970 pour intégrer l'Institut de technologie appliquée, où il décroche un diplôme de technicien tourneur. Chabat se révèle rapidement comme un grand meneur syndical sous la bannière de l'UGTM qu'il intègre dès 1975. Ce même syndicat dont il prend les rênes en 2009 après avoir écarté, successivement, Abderrazak Afilal et Mohamed El Andaloussi. Sa première expérience électorale remonte à 1992. Depuis, il ne rate aucun scrutin, avec toujours le même succès (3 mandats de député en plus de ses deux mandats de maire). Car Chabat se montre très habile pour consolider sa cote de popularité. *"L'homme est toujours en campagne, explique un journaliste local. Il n'est jamais dans son bureau, toujours proche des citoyens. Il lui arrive même de signer des autorisations sur le capot d'une voiture"*. Les Fassis lui reconnaissent un bilan honorable, que ce soit au niveau des infrastructures que de la sécurité. Sur le terrain social, le maire délègue quasiment tout à son épouse. Lady Chabat, **Fatima Tarek** de son nom, est une Mère Teresa locale, organisant la distribution de cartables ou de flours, créant même un festival de mariage pour permettre aux couples défavorisés de convoler



Hamid Chabat

TNOUJINI

en noces. Depuis 2009, elle fait aussi dans la politique, puisqu'elle a été élue première vice-présidente de la commune Zouagha-Bensouda, fief électoral des Chabat.

Mais Si Hamid ne fait pas que dans la politique. Il est devenu un promoteur immobilier, loin de sa région d'influence. *"Il évite à tout prix de faire des affaires à Fès, pour éviter de se retrouver accusé d'abus de pouvoir"*, explique notre source. Cela dit, son avènement a changé les équilibres de pouvoir. *"Avec Chabat, il y a eu une nouvelle configuration des influences, une nouvelle régulation des réseaux"*, confirme cet universitaire de Fès.

Businessmen d'aujourd'hui

De nouvelles stars du business sont alors apparues à Fès. Il y a d'abord **Mohamed Guessous**. Cet entrepreneur est à la tête d'un groupe immobilier, AFEJ, qui ri-



Aziz Lebbar

TNOUJINI

valise avec les champions nationaux (CGI, Addoha, etc.). A lui seul, il détient quelque 427 hectares dans le périmètre urbain et vient récemment d'annoncer un programme d'investissement d'environ 20 milliards de dirhams. Par ailleurs, son Association Moulay Idriss prend en charge la restauration de près de 2000 maisons délabrées de la médina. Autre nouvelle figure qui a connu une ascension fulgurante : **Driss Fassih**. Patron de plusieurs agences de voyage, l'homme détient l'exclusivité sur la vente des billets du Festival des musiques sacrées, la plus importante manifestation culturelle de la ville, très courue par les officiels. Il est même devenu le président du Conseil régional du tourisme de la région, grillant la politesse à une autre personnalité influente du secteur, **Aziz Lebbar**. Le conseiller MP qui a viré PAM contrôle le tiers de la capacité hôtelière de la ville à travers sa chaîne Zalagh. Autant de nouveaux businessmen qui

ont volé la vedette aux grandes familles traditionnelles de la ville. Parmi les grands noms, **Driss Belkhatay** qui détient plusieurs entreprises de textile qui lui valent de présider l'union régionale de la CGEM de Fès. Autre grand nom : **El Hadi Tajmouâti**. Autrefois considéré comme la plus grande fortune de la ville, son patrimoine s'amenuise depuis la fermeture de son usine de céramique, Cocema, et la détérioration de son état de santé. *"Ses neveux n'ont pas eu le même succès en affaires, explique notre source. Seules les actions de mécénat lancées depuis longtemps par Tajmouâti leur permettent de conserver une certaine notoriété"*. ■

Avec Chabat, il y a eu une nouvelle configuration des influences, une nouvelle régulation des réseaux.



MEKNÈS

Les secrets des fellahs

Les industriels de l'agroalimentaire y font la pluie et le beau temps...

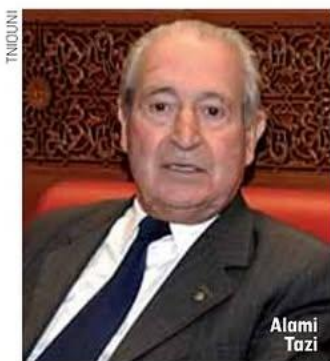
La région de Meknès est l'une des plus fertiles du royaume. Ce n'est pas un hasard si la plus importante manifestation agricole du pays, le Salon international de l'agriculture, se tient dans la capitale ismaïlienne. De facto, les puissants de Meknès sont pour la plupart de grands exploitants agricoles. A leur tête, **Brahim Zniber**, patron des Celliers de Meknès, premier producteur de vin au Maroc. Il est sans conteste le baron de la ville. Son groupe, Diana Holding, compte parmi les grands conglomérats du pays : 8400 hectares de plantations, 6500 salariés, 2,5 milliards de dirhams de chiffre d'affaires. Il exporte aussi un bon million de bouteilles (4% de sa production) vers l'Europe, les Etats-Unis ou encore le Japon. Plus que sa fortune, l'homme a bâti sa réputation sur une activité dans laquelle peu d'entrepreneurs osent se lancer en terre d'islam : la viticulture. L'homme tient aussi à la diversification des activités de son groupe. Diana Holding compte deux unités d'embouteillage de Coca-Cola à Tanger et Oujda. Dans son portefeuille, le businessman met aussi de côté des "petits" paquets d'actions dans des banques et des assurances. Autre magnat de l'agro-industrie : **Raphaël Devico**, patron des Conserveries de Meknès. Créée en 1929, l'entreprise figure parmi les plus anciennes industries du royaume. Aujourd'hui diversifié dans plusieurs métiers, son groupe est connu pour sa marque-phare : Aïcha, déclinée sur différents produits, du concentré de tomate à l'huile de table.

Un champ à part

Devico est un membre actif du Conseil de la communauté israélienne. Il est la cheville ouvrière de l'organisation de leur moussem à Meknès, qui draine



Brahim Zniber



Alami Tazi

chaque année plus de 3000 pèlerins. Mais l'homme ne se mêle quasiment jamais de politique locale. Idem pour Brahim Zniber. Ancien Istiqlalien, ce dernier a pris ses distances avec la politique depuis long-

temps. Aujourd'hui, il se contente de garder un œil sur le champ politique local sans vraiment interférer. C'est sans doute ce qui lui a permis de préserver ses intérêts, même du temps du passage d'un maire PJD à Meknès (Aboubakr Belkora, un autre grand de l'agroalimentaire). *"A Meknès, il n'y a pas véritablement d'enjeux politiques. Du coup, les puissants préfèrent s'en éloigner"*, explique une source locale.

Autre point commun entre Devico et Zniber : les deux hommes ont constitué leurs fortunes dans les années 1970, surfant sur la vague de la marocanisation. Aujourd'hui, les temps ont bien changé. Et les investisseurs meknassis se remémorent avec beaucoup de nostalgie cette époque où il était possible de faire des affaires sans forcément avoir d'appuis politiques.

Chasse gardée

Les règles du jeu sont donc clairement définies. Et les grandes familles ont chacune sa part du gâteau : les **Kandoussi** sont présents dans l'industrie du papier et détiennent la plus ancienne clinique de la ville. Les **Araïchi**, eux, s'activent dans la minoterie et l'enseignement privé. La famille **Moulay Massoud Agouzal** dans l'huile et le savon. Tandis que la famille de **Tazi Alami**, (l'ex-ministre de l'Industrie, membre influent du RNI et propriétaire de la société Sefita) et celle d'**Ahmed Hilal**, actuel maire de Meknès, contrôlent l'industrie du textile dans la ville. Néanmoins, de temps à autre, des guéguerres éclatent entre les familles qui opèrent dans le même secteur d'activité. *"C'était le cas lors de la passation au privé des terres Sodea-Sogeta où Zniber avait raflé le gros de la mise"*, explique un habitant de la ville. ■

Le groupe de Zniber compte parmi les grands conglomérats : 8400 hectares de plantations, 6500 salariés, 2,5 milliards de DH de chiffre d'affaires.



GHARB

Le fief des agriculteurs

Le pouvoir est partagé entre les grands propriétaires terriens.

Peu de gens, notamment à Kénitra, connaissent aujourd'hui les héritiers des anciennes grandes familles qui ont régné sur la région du Gharb. Exit, entre autres familles, les Hraga et les M'chich qui se trouvaient à la tête de grandes étendues de terres fertiles. Les petits-fils, nombreux et dispersés, sont tombés dans l'anonymat et ne font plus le poids. Mais il y a ceux qui ont résisté, fait fructifier leurs fortunes et qui continuent à faire figure d'acteurs incontournables dans l'économie, la politique, voire le sport, à Sidi Slimane, Sidi Kacem et Kénitra.

Les seigneurs de Ksibiya

Commençons par Sidi Slimane. Dans cette localité, tout le monde n'a d'yeux que pour la tribu des Oulad Hannoune, et surtout pour une personnalité qu'on ne présente plus : **Abdelouahed Radi**. Né à Salé il y a 75 ans, il n'a jamais rompu avec la terre de ses origines, Ksibiya, petite commune rurale qu'il préside depuis des décennies. Lors des dernières élections communales, l'ancien ministre de la Justice et actuel chef de file de l'USFP s'est encore présenté dans son fief. Le succès est, comme d'habitude, au rendez-vous : sa liste a remporté 19 des 26 sièges en jeu. *"Il n'a même pas besoin de faire campagne puisqu'une bonne partie de son électorat lui est acquise depuis fort longtemps"*, ironise un jeune cadre socialiste originaire de la région. En clair, la population lui est "redevable" d'être l'un des premiers employeurs du Gharb via ses immenses exploitations agricoles. L'homme, affirmant des sources locales, exploite une autre manne : la fourniture quasi exclusive de bois à Cellulose du Maroc à Sidi Yahia. L'influence de Abdelouahed Radi permet à tout son clan de percer dans le



Abdelouahed Radi



Hakim Doumou

monde des affaires mais aussi en politique. Son neveu **Driss Radi** est élu communal au sein du même conseil de Ksibiya. Mais il est surtout président du conseil provincial de Sidi Slimane, ville érigée en préfecture

il y a quelques mois. Conseiller à la deuxième chambre, Driss Radi préside le groupe de l'Union constitutionnelle (UC), parti dont il est d'ailleurs membre du bureau politique. Il est considéré comme le véritable patron de ce parti dans la région du Gharb.

Businessmen du PAM

D'autres formations politiques ont aussi leurs hommes qui comptent dans cette région. A Kénitra par exemple, l'Istiqlal s'est longtemps appuyé sur **Mekki Zizi** avant qu'il ne "vire" PAM à la création de ce parti. Zizi, figure habituelle du parlement, a hérité d'une immense fortune constituée de terres agricoles avant de se diversifier dans l'immobilier et l'industrie. Lors des dernières élections communales, le patron local du PAM est parvenu à la présidence du conseil de la région Gharb-Chrarda-Beni Hssen. Le PPS, de son côté, compte sur le clan **Ghzaoui**, une riche famille d'agriculteurs qui règne sur Sidi Kacem. Lors d'une précédente législature, le trio des Ghzaoui (Kacem, Ahmed et Mostafa) ont tous obtenu leur ticket de députation. Aujourd'hui, ils ne sont plus que deux sous l'hémicycle, le troisième se contentant de présider la commune de Had Kourt.

Autre famille très influente dans la région, les **Doumou**. Eux ont préféré jeter leur dévolu sur le sport et spécialement le football. Le père, Mohamed, a longtemps présidé aux destinées du club phare de Kénitra, le KAC. Aujourd'hui, c'est son fils, Omar, qui a repris le flambeau et savoure les exploits du club chez l'élite. La famille Doumou a lié ses affaires au port de Mehdiya où elle s'est installée depuis des décennies pour faire dans l'import-export et le transit maritime. ■

Lors des dernières élections communales, La liste de Radi a remporté 19 des 26 sièges en jeu.



SALÉ

L'autre rive du Bouregreg

Une famille dans l'arène officielle, une autre dans la clandestinité...

Située sur la rive droite de l'embouchure du Bouregreg, Salé, à l'instar des villes satellites, devient le refuge du surplus de population de Rabat et régions. En effet, depuis les années 1960, la population de la ville a connu une expansion fulgurante, jusqu'à atteindre un million d'habitants en 2009. Cette abondance de main d'œuvre fera le bonheur des sociétés de textile qui deviendront les premiers pourvoyeurs d'emplois dans la ville et permettra l'émergence de quelques capitaines d'industries comme **El Ghali El Jaouhari**, qui a fait fortune dans les tapis avant de se convertir dans le textile, ou encore **Fouad El Bernoussi** et **Azzedine Krafess**, tous deux patrons d'ARTCO, société spécialisée dans le tissage de tapis. Grâce au boom de la spéculation immobilière amorcé dans la ville au début des années 2000, une nouvelle génération de promoteurs voit le jour, comme **Badreddine Snoussi**, ou encore l'emblématique **Driss Sentissi** qui a su allier business et politique.

Une famille politique

Personnage-clé de Salé, **Driss Sentissi** a vu le jour à Meknès en 1955. Il a entamé sa carrière au sein de l'hôtel Hilton de Rabat, où il fera ses premiers pas en politique au sein de l'Union marocaine du travail (UMT). Le jeune Sentissi va reprendre l'entreprise familiale (productrice de zellige) sur laquelle il va bâtir un petit empire. Pour innover, il se lance dans un créneau très porteur à l'époque : les écoles d'enseignement privé. Son placement va tellement réussir qu'il se retrouve à la tête du groupe scolaire "Al Amana", comptant plusieurs écoles à Salé, Rabat et Kénitra. En 1993, il a le flair d'investir dans la construction d'un des premiers lotissements industriels au Ma-



Driss Sentissi

roc. "J'ai toujours axé mon business autour de projets industriels créateurs d'emplois durables", nous explique-t-il. Parallèlement, l'homme se lance dans la politique en rejoignant le pôle haraki. Il se retrouve alors candidat tête de liste à la commune de Salé-Bettana qui va lui ouvrir les portes, dès 1993, à la présidence de la commune urbaine de Salé. Il reste maire de la ville jusqu'aux dernières élections communales de 2009. Au sein de sa famille politique, il gravit les échelons et occupe plusieurs postes sensibles, comme président du groupe parlementaire ou encore premier vice-président de la première chambre du parlement. Et la politique semble une affaire de famille chez les Sentissi. Son beau frère

n'est autre que **Allal Sekrouhi**, patron de la toute puissante direction générale des collectivités locales au sein du ministère de l'Intérieur. Le frère de **Driss Sentissi**, quant à lui, se lance à peine dans l'arène politique. **Omar Sentissi** s'est fait élire président du conseil de l'arrondissement de Laâyaïda (une préfecture de Salé) en 2009, sous les couleurs du Mouvement populaire (MP).

Le Cheikh et sa Jamaâ

Si la gestion communale de Salé est, en grande partie, entre les mains des Sentissi, une autre figure détient un grand pouvoir de mobilisation politique. Il s'agit de **Cheikh Yassine**, le leader d'Al Adl Wal Ihsane. Dans les années 1970, il quitte Marrakech pour s'installer sur la rive droite du Bouregreg. "En choisissant cette ville, Yassine s'est approché du cercle de pouvoir sur lequel il espérait répercuter son projet politique", souligne le chercheur **Mohamed Darif**. Entre 1989 et 2000, Yassine est assigné à résidence, forçant le bureau politique de sa Jamaâ d'élire domicile à Salé (dans la villa mitoyenne de sa maison). Néanmoins,

Sentissi est devenu président de la commune urbaine de Salé dès 1993. Et il est resté maire de la ville jusqu'en 2009.

si le séjour du leader islamiste a mis la ville au centre des priorités des sécuritaires, qui surveillaient de près les mouvements d'Al Adl, on ne peut pas parler de véritable ancrage des idées de Yassine parmi les Slaouis. "Même si c'est une ville historiquement conservatrice, Yassine n'a pas réussi à en faire un fief islamiste, parce qu'il ne faisait pas le poids devant les grands symboles du nationalisme marocains comme **Abderrahim Bouabid** et **Boubker El Kadiri**", souligne **Mohamed Darif**. ■



Cheikh Yassine



MOHAMMEDIA

La guerre des promoteurs

L'arène politique est le prolongement de la bataille dans le secteur immobilier...

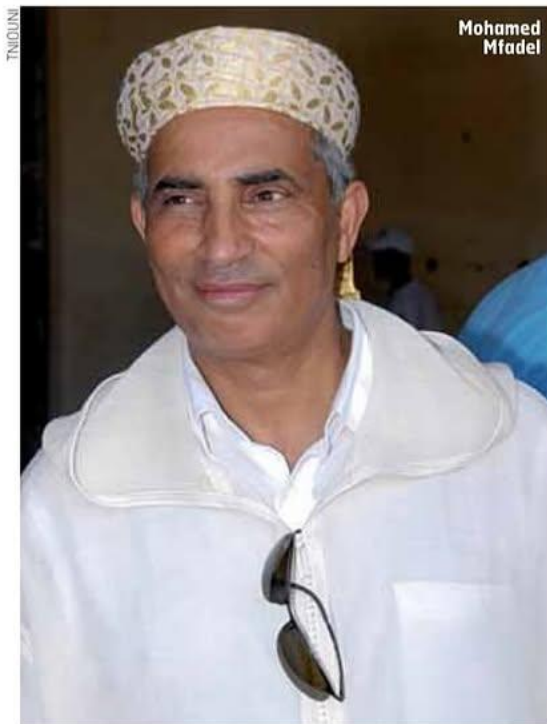
Les habitants de l'ancienne Fedala n'ont toujours pas perdu le souvenir de deux hommes qui ont marqué la ville : **Mohamed**

Aït Menna et **Saleh Kabboud**. Partis de rien, ces deux notables amazighs, originaires de Demnate, ont fait fortune dans l'immobilier, l'agriculture et les travaux publics. Ils restent dans la mémoire des Fédaliens pour avoir été très impliqués dans le mécénat et le sport. Mohamed Aït Menna était le principal pourvoyeur de fonds pour l'orphelinat de la ville et le club local de foot (le Chabab) qu'il a longtemps présidé. Décédés il y a quelques années, les deux hommes ont légué à leurs héritiers un patrimoine conséquent, qu'ils continuent de gérer sans faire trop de vagues. Et sans trop se mêler de politique.

Un novice en politique

La politique, c'est désormais l'affaire de **Mohamed Mfadel**. L'actuel maire PAM de Mohammédia est parti de rien avant de se faire une place au soleil. En politique, mais surtout dans les affaires. Ce natif de Derb Moulay Chérif à Casablanca a émigré en France à l'âge de 11 ans. Il est rentré au bercail en 1982 pour se lancer directement dans le business. "Je me suis d'abord lancé dans le locatif avant de déchanter", nous confie-t-il. Il y a trois ans, il a fusionné son groupe avec celui de **Mohamed Allali** pour donner naissance au groupe AM (Allali Mfadel). "Il n'y a pas de secret puisque nous sommes beaux-frères", répond Mfadel au sujet de ce rapprochement qui a abouti à la création de la plus puissante compagnie immobilière de Mohammédia, qui étend désormais ses activités à des localités situées entre Rabat et Casablanca, à Marrakech et au nord du pays.

En politique, Mohamed Mfadel est quasiment un novice. Il n'avait jamais adhéré à un parti



mais décide de rejoindre le Mouvement pour tous les démocrates (MTD) à sa création. C'est ensuite tout naturellement qu'il se retrouve au Parti authenticité et modernité (PAM). L'assise régionale de Mfadel lui permet de se hisser au poste de coordinateur provincial du parti à Mo-

hammedia. Il est alors bien positionné pour défendre les couleurs du parti lors des élections communales de juin 2009. Et, là encore, sa notoriété à Mohammédia lui permet de rafler la mise : sa liste remporte 16 sièges des 43 que compte la commune. Et par un jeu d'alliances, Mfadel se retrouve au second tour président du conseil de la ville, succédant ainsi à un autre baron local.

Un promoteur en chasse un autre

Mohamed El Atouani, l'ancien maire de la ville, a un parcours quasiment semblable à celui de son successeur. Commerçant à l'origine, il s'est également converti dans la promotion immobilière dans les années 1980. Ses succès électoraux, Mohamed El Atouani, patron de la section locale du Rassemblement national des indépendants (RNI), les doit essentiellement aux quartiers périphériques de Mohammédia, mais aussi à la déroute de deux partis traditionnellement implantés dans cette ville ouvrière : l'USFP et l'Istiqlal. Mais depuis les dernières élections communales, il est acculé à l'opposition. Sauf que El Atouani a plus d'un tour dans son sac. Écarté de la présidence de la commune, il rebondit grâce à son large réseau local pour arracher le fauteuil de président du conseil provincial.

Les deux figures politiques de Mohammédia sont ainsi deux hommes d'affaires très en vue dans la ville. Une situation qui, visiblement, ne pose pas de problèmes d'éthique. "Les affaires, on en fait partout et je peux vous assurer que tous les projets de mon groupe à Mohammédia ont été autorisés bien avant que je sois élu président de la commune", jure, la main sur le cœur, l'actuel maire. ■

Mfadel a fusionné son groupe avec celui de son beau-frère pour créer la plus puissante compagnie immobilière de la ville.



Terre de pouvoir

L'influence se mesure en hectares ou en nombre de têtes de bétail.

Beaucoup de figures emblématiques ayant occupé, ou occupant toujours, les plus hautes fonctions au sein du pouvoir central sont originaires de Doukkala. C'est le cas notamment de Driss Jettou, ancien Premier ministre, Mustafa Sahel, ambassadeur du Maroc à Paris, ou encore feu Dr Khatib, l'un des piliers du Mouvement national. Doukkala a également vu naître trois puissants généraux de Sa Majesté : Housni Benslimane, Bouchaïb Arroub et Abdelhak Kadiri. Mais ces noms ont forgé leur puissance dans les arcanes de Rabat, leur influence sur leur région natale restant peu significative. *"Beaucoup de gens leur reprochent le fait d'avoir abandonné leur région. Mais ils savent aussi que ce sont des hommes qui servent l'intérêt national et ne peuvent privilégier une région par rapport à une autre"*, explique un acteur associatif.

Dallas Doukkali

Le pouvoir local est en revanche détenu par des familles tentaculaires dont les noms ne laissent aucun Doukkali indifférent. Les **Amar**, les **Zahidi**, les **Abou Al Faraj**, les **Zahraoui**, ou encore les **Kendil** règnent en maîtres sur la région... Leur pouvoir se calcule en hectares ou en nombre de têtes de bétail possédés. Des familles qui vivent en bonne intelligence sans aucune rivalité tribale. *"La région est découpée en plusieurs zones d'influence. Et chaque zone appartient à une de ces familles, dans une sorte d'entente implicite que personne n'ose rompre"*.

A Beni Hlal par exemple, ce sont les Amar qui mènent le bal. Très craints, mais très respectés aussi, "les Dallas", comme les surnomme l'intelligentsia doukkalienne, possèdent l'une des plus grandes fermes d'engraissement



Mohamed Zahidi

du Maroc. Une propriété qui compte un cheptel de 30 000 têtes qui n'a rien à envier aux fastueux ranchs du Texas. Leur parrain, Feu Lhaj Amar, ancien député et président de la commune rurale de Beni Hlal, a légué son influence et son pouvoir à ses deux fils, Fettah et Bouchaïb. Un duo de choc qui a su développer le business familial et atteindre le sommet de la hiérarchie régionale. Mais si l'aura de Fettah, conseiller à la deuxième chambre, se limite à son fief natal, son frère Bouchaïb est parvenu à étendre son influence sur toute la région de Doukkala et même sur sa rivale d'antan, Abda, en s'adjugeant, lors des dernières élections communales, la présidence de la région Doukkala-Abda.

La région est découpée en plusieurs zones d'influence. Et chaque zone appartient à une famille, dans une sorte d'entente implicite.

Comme les Amar à Beni Hlal, les Zahidi sont les seigneurs de Qualidia. Le père, décédé d'une crise cardiaque lors d'une réunion du conseil communal, a légué son pouvoir à son fils Mohamed. Un jeune homme très respecté dans la région qui, avec l'aide de ses autres frères et cousins, a modernisé le business familial en se lançant dans la minoterie (activité pilotée par son cousin Youssef, qui était également, pendant de longues années, président de la zone industrielle d'El Jadida). Une assise économique-financière qui lui a ouvert les portes de la Chambre des conseillers et du conseil régional de la ville d'El Jadida, dont il est aujourd'hui le président incontesté.

Chaouia suit le modèle

Bref, à Doukkala, le pouvoir se résume le plus souvent en un seul mot : la terre. Un modèle qu'on retrouve également dans une région avoisinante : la Chaouia, dont la petite capitale Settât a vu naître un certain Driss Basri. Là encore, ce sont des familles qui se partagent le pouvoir. Il s'agit des **Oukacha**, des **Mbarki**, des **Hzizi** et des **Benkaddour**. De grands propriétaires terriens qui, bénéficiant de la proximité de Casablanca, ont pu développer leur business et diversifier leurs activités pour toucher des secteurs porteurs comme la promotion immobilière, le transport ou encore l'agroalimentaire. Certains d'entre eux, s'appuyant sur leur force de frappe régionale, ont même atteint des sommets dans la hiérarchie centrale. C'est le cas de feu Mustapha Oukacha, figure emblématique du RNI et ancien président de la Chambre des conseillers. Ou encore de son frère d'armes au sein du même parti, Maâti Benkaddour, actuel président de la région Chaouia Ouardigha et ancien président de la deuxième chambre. ■



Des familles d'influence

La reproduction des élites est héréditaire...

S'il y a un homme omniprésent dans la vie des habitants d'Essaouira, c'est bien **Miloud Chaabi**. Assis sur une fortune estimée à plus de 40 milliards de dirhams, le patron de Ynna Holding a bâti son influence en investissant 5 milliards de dirhams dans sa région natale. Cette somme est répartie entre projets économiques portés par ses sociétés intervenant dans l'immobilier, la grande distribution et le tourisme, et projets sociaux se matérialisant sous la forme d'une douzaine de mosquées, une université et une dizaine de maisons de l'étudiant pour loger les élèves sans ressources.

Un riche bienfaiteur

Aujourd'hui, L'haj Miloud, en plus d'être le premier employeur de la région, est aussi présent à chaque échelon de la vie quotidienne des Souiris, de la prière du vendredi aux courses du week-end au supermarché, en passant par l'habitat via sa ville nouvelle d'Essaouira-Al Jadida, bâtie à la sortie de l'ancienne Mogador. La nouvelle cité, avec ses 11 000 logements, est la grande fierté du milliardaire, qui rappelle souvent que la "banlieue" Essaouira-Al Jadida compte autant, sinon plus, d'infrastructures et d'équipements socio-éducatifs que sa grande sœur, la ville des Alizés. Arc-bouté sur son pouvoir d'entrepreneur, il a consolidé son image d'enfant de la région aux petits soins pour l'économie locale en y inaugurant (pour le symbole) son premier hôtel sans alcool en 1999, ainsi qu'un Aswak Assalam en 2010, un autre exemple de sa "sollicitude". L'haj Miloud s'est aussi bâti l'image d'un bienfaiteur jamais avare de ses deniers. Il accorde une pension mensuelle de 200 dirhams à 4000 démunis et construit, à l'heure actuelle, un centre de



Miloud Chaabi



Asmae Chaabi

dialyse qui assurera gratuitement ses prestations. Elu député de la ville en 2002 et 2007, il est passé allégrement de l'Istiqlal au PPS, changeant de casquette politique sans états d'âme, car il se savait incontournable grâce à son statut de notable. Il a fait d'Essaouira son fief électoral, ouvrant la ville à ses poulains, piochés au sein même de sa famille. Sa fille Asmae, élue maire d'Essaouira, a hérité un temps de la ville, tandis que son fils Fawzi a démarré sa carrière politique sur les terres de son père, en tant que conseiller municipal et régional d'Essaouira.

La fratrie de Abda

Cette reproduction des élites, concrétisée lors d'élections locales, caractérise aussi Safi et sa région. La ville de la poterie et de la sardine est la chasse gardée de la famille Karim. **Mohamed Karim**, membre de l'Istiqlal, y assure la présidence de la ville et la vice-présidence de la région, après avoir tenu les rênes des Doukkala-Abda de 2002 à 2009. Il peut de surcroît compter sur son frère, Abdellah, qui tient la présidence du

L'haj Miloud accorde une pension mensuelle de 200 dirhams à 4000 démunis et construit, actuellement, un centre de dialyse qui assurera gratuitement ses prestations.

conseil provincial. Ils ont pu conquérir la ville grâce à leur domination à Sebt Gzoula, une commune rurale dont les voix sont déterminantes grâce au découpage électoral. Leur père y était grand propriétaire terrien et avait la concession du souk local, une véritable poule aux œufs d'or dans cette région à vocation agricole. Le paternel a été plusieurs fois réélu à la tête de la commune où les signes extérieurs de l'omniprésence des Karim marquent le paysage local. Ils possèdent, entre autres, le café où s'arrêtent tous les bus reliant Safi à Essaouira, et un hammam porte leur nom. Mostapha, un autre membre de la fratrie, a succédé à son père à la présidence du conseil communal, avant d'être interdit de se présenter aux élections pour fraude électorale lors d'un scrutin partiel en 2006. Une toute petite embûche dans le destin tout tracé de la fratrie Karim. Dounia, la sœur de Mostapha, a récupéré le "bien familial" en remportant les élections communales en 2009. ■



Des carrières ocre

L'influence est partagée entre un fils du bled et un businessman venu d'ailleurs.

La destinée de Marrakech, vitrine du royaume, est aujourd'hui trop importante pour se jouer simplement dans les couloirs de la mairie. Elle se joue aussi ailleurs. La "main royale" est évoquée pour souligner la naissance et le succès du Festival international du film, fierté de la ville. Elle est aussi évoquée, à raison ou à tort, pour l'élection d'une maire-femme, Fatima Zahra Mansouri, étiquetée PAM. Mais les vrais puissants de la région sont soit des Marrakchis qui ont réussi, soit des hommes d'affaires qui ont succombé au charme de la ville ocre.

Dr Reffouch & Mr Ould Laâroussia

Il y a d'abord le fameux Ould Laâroussia. "Un phénomène, une institution", dit-on à Marrakech. **Abdellah Reffouch** de son vrai nom, d'extraction populaire, né dans la vieille ville, commence comme vendeur au souk El Khmiss. Le petit vendeur de tout et n'importe quoi trône aujourd'hui à la tête d'un empire tentaculaire, dont le patrimoine reste difficile à estimer. "Pour connaître le relevé de ses investissements, il faut être aux RG", plaisante cet élu PJD à Marrakech. Joint par *TelQuel*, Reffouch reste d'ailleurs évasif sur ses investissements : "De petites résidences meublées", nous déclare-t-il. Pourtant, l'homme est présenté comme l'un des gros mécènes de la ville. "Il court les mariages, les enterrements. Entre deux campagnes, il lui arrive d'écumer les cafés populaires de la ville. Il fait aussi beaucoup de dons au club local de foot, le Kawkab", explique une source locale. Cette générosité vaut à Reffouch une grande popularité parmi les Marrakchis. Surtout les plus modestes, qui se reconnaissent dans cet homme installé à Ain Itti, modeste quartier à la sortie de la ville. La foule est d'ailleurs nombreuse, en 2008, à l'acclamer alors qu'il traverse la

DR



Abdellah Reffouch

TNOUNI



Abdelhadi Alami

Ould Laâroussia est l'un des gros mécènes de la ville. Il court les mariages, les enterrements. Il fait aussi beaucoup de dons au club local de foot, le Kawkab.

ville à dos de cheval pour célébrer sa nouvelle victoire électorale (législatives partielles). La politique, il y baigne depuis sa jeunesse. Il a milité à l'Istiqlal dans les années 1970, avant de rejoindre l'Union constitutionnelle (UC) en 1983, coopté par Omar Jazouli, selon les dires de ce dernier, maire de la ville ocre

entre 1997 et 2009. Et qu'importe si son nom est parfois mêlé à certaines affaires, comme celle des immeubles construits en face de la résidence royale de Jnan Kbir en 2005.

L'ange gardien

L'autre personnalité influente de Marrakech se nomme **Abdelhadi Alami**. Les entrepreneurs comme les hommes politiques de la ville parlent de lui avec des trémolos dans la voix et présentent le boss de Dounia PLM comme le saint patron de la cité, dont il n'est pourtant pas originaire. Né en 1941 à Fès, Alami n'arrive dans la ville ocre qu'en 1978. Il raconte : "En traversant Marrakech pour aller travailler à Essaouira sur l'implantation d'un hôtel, j'ai eu un coup de foudre". Son influence, il l'a bâtie autour d'un édifice emblématique : le Palais des Congrès, qui porte sa signature. "C'est là que l'on accueillait les gens connus, les politiques étrangers, les princes du Golfe, surtout à une époque où Marrakech commençait à recevoir des visiteurs de ce genre", explique Aziz Cherkaoui, auteur d'un ouvrage sur Marrakech. Bien que de nature discrète, Alami intègre le Rassemblement national des indépendants (RNI) pour entamer sa carrière politique. Mais le business reste son véritable point fort. Récemment, il a annoncé des investissements à hauteur de 5 milliards de dirhams à Marrakech dans le tourisme de luxe. Son projet phare : le Morocco Land, une reconstitution des cités impériales marocaines sur 150 hectares. Il met également un pied dans la presse en intégrant le capital de l'hebdomadaire *Le Temps* et en fondant le journal *Maghrib Al Yaoum*. Il pense même créer un journal dédié aux Marrakchis. ■



SOUSS

La puissance du terroir

Le pouvoir est entre les mains des gens du bled.

On dit de **Aziz Akhannouch** qu'il goûte très peu au bling-bling, qu'il déteste être pris en photo, et qu'il aime encore moins être filmé. Pourtant, la star du Souss, c'est lui. Il n'y a qu'à voir l'accueil que lui réservent les Gadiris pendant ses déplacements. Le quinquagénaire est un homme d'affaires accompli qui pèse 10 milliards de dirhams et emploie plus de 2000 personnes à travers ses 40 filiales. Le boss du groupe Akwa détient ainsi 70% du tour de table d'Afrikaia (6 milliards de dirhams de chiffre d'affaires), contrôle 34% du marché gazier, et fait aussi dans les médias, via le groupe Caractères. Mais il est aussi ministre de l'Agriculture, et a été même président de la région Souss-Massa-Draa avant de laisser son fauteuil, lors des dernières communales, à Brahim Hafidi.

Fellahs milliardaires

Véritable grenier du Maroc, la contrée du Souss détient le record du pays en termes de production agricole, produisant à titre d'exemple 8 tomates sur 10. La nomination d'Akhannouch, un natif de Tafraout, au poste de ministre de l'Agriculture en 2007 est, en ce sens, tout sauf anecdotique. C'est lui qui a été chargé par le roi de semer les graines du plan Maroc Vert, doté de 50 milliards de dirhams. Et – devinez quoi – c'est cette région où il aime se ressourcer qui a été la première à lancer l'application du contrat-programme, en bénéficiant d'un pactole de 10,5 milliards de dirhams... au plus grand bonheur des fellahs soussis. Parmi eux, un certain **M'hamed Loultiti**. L'homme a créé, il y a une vingtaine d'années, la coopérative Copag qui fait son beurre sur le marché laitier. Sa marque Jaouda est aujourd'hui le principal concurrent du mastodonte Centrale Laitière, avec une



part de 20% du marché des yaourts. Mais la coopérative qu'il préside est surtout une réussite dans le genre puisqu'elle fédère quelque 11 000 éleveurs et s'érige comme l'un des principaux employeurs du Souss avec près de 2000 salariés.

Business, foot & politique

Mais c'est Agadir qui reste incontestablement la plaque tournante du Souss. L'homme fort s'appelle **Tarik Kabbaj**, maire USFP de la ville depuis 2003. L'ex-professeur universitaire à la faculté des sciences de Rabat, reconnaissable à sa moustache à la Albert Einstein, a abandonné les équations pour reprendre le flambeau de l'entreprise familiale en 1984, à la mort de son père. Et, visiblement, il a su faire fructifier les 300 hectares dont il a hérité. A la tête d'un empire de 1500 hectares (l'équivalent d'une ville



Akhannouch est la star du Souss. Il n'y a qu'à voir l'accueil que lui réservent les Gadiris pendant ses déplacements.

comme Tamesna), le "capitaliste rouge", comme il se surnomme - rapport à sa couleur politique - emploie 3000 personnes, produit aujourd'hui un agrume sur cinq exportés du Maroc, pour un chiffre d'affaires de 400 millions de dirhams. Kabbaj aime à sillonner les artères d'Agadir à bord de son 4x4 rutilant, adressant des saluts à tout-va. Depuis sa nomination, la ville d'Agadir a changé de visage. Kabbaj a ainsi mis en place un programme de relogement des habitants des bidonvilles, tout en boostant l'activité touristique. Ce qui, disent les mauvaises langues, arrange bien les affaires de son frère Khalid qui fait, lui, dans l'immobilier haut de gamme, après s'être fait la main dans les logements sociaux.

La famille **Belhassan**, très connue dans le Souss, fait aussi dans la pierre, précisément dans les villas haut standing. Le clan a aussi fait fortune dans l'emballage et la distribution des produits Coca-Cola dans le sud du royaume (environ 25% de parts de marché) et dans l'huile d'olive. Et la grosse usine (Huileries du Souss Belhassan, produisant la marque Lousra), qui surplombe le port industriel d'Agadir, n'approvisionne pas que le marché local, mais aussi l'Europe et le Moyen-Orient. Réputés pour être de grands mécènes dans la région (ils organisent régulièrement des campagnes de circoncision, financent des activités artistiques à tour de bras), les Belhassan sont aussi, avec Akhannouch, les principaux sponsors de l'équipe de football gadirie, le Hassania. Une manière pour ces deux grandes familles de rappeler qu'ils sont les véritables seigneurs du Souss. ■



SAHARA

Une affaire de tribus

Le pouvoir y est souvent familial ou tribal...

Deux familles, appartenant à la même grande tribu (les Rguibat), détiennent l'essentiel du pouvoir économique et politique au Sahara. Depuis l'indépendance en effet, les Joummani et les Ould Errachid se disputent ouvertement le leadership de la région. *"Il n'y a pas de mystère à cela, explique cet universitaire sahraoui. Pour avoir de l'influence au Sahara, il ne suffit pas d'avoir de l'argent. Il faut surtout disposer de solides assises tribales".*

Les princes du désert

Commençons par les Ould Errachid, et leur chef de file incontesté : **Khelli Henna Ould Errachid**, inamovible président du Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes (Corcas). Aujourd'hui sexagénaire, l'homme a toujours su se rendre indispensable dans la gestion de cette région ultrasensible. D'abord sous l'occupation espagnole, lorsqu'il crée le premier parti sahraoui (PUNS). Puis au lendemain de l'indépendance, en s'imposant comme l'interlocuteur en chef du pouvoir central. Sur le terrain, Khelli Henna est épaulé par son frère, Hamdi. Véritable homme de réseaux, il a réussi à se hisser à la tête de l'antenne saharienne de l'Istiqlal (parti majoritaire sur place). Il coiffe ainsi le plus grand nombre de députés et de conseillers au Sahara, contrôlant de ce fait une grande partie du territoire. Les deux hommes règnent ensuite sur un véritable empire économique : pêche, carrières de sable, immobilier... Mais en termes de business, ce sont bien les Joummani qui font figure de champions locaux. Héritiers du fameux Khatri Joummani, ils disposent de participations importantes dans le transport routier, les hydrocarbures, l'industrie et la pêche hauturière. Leur chef de file, **Khetar Joummani**, est un mul-



Khelli Henna Ould Errachid

TINDOUNI



Hassan Derham

TINDOUNI

ti-milliardaire qu'on dit pieux et bienfaiteur. Représentant la sous-fraction la plus importante et la plus nombreuse des Rguibat (les Bouihat), les Joummani sont présents partout. Aussi bien au Maroc qu'à l'étranger... et même à Tindouf. Le fameux Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud est par exemple un de leurs cousins. De même que Omar Hadrami et Mustapha Admi, deux ex-fondateurs du Polisario qui ont rallié le Maroc au milieu des années 1990. Eux aussi ont acquis un pouvoir certain sur place. Omar Hadrami est par exemple le wali de l'administration de l'Entraide nationale, sans doute le premier "employeur" de la région. Forts d'un sérieux avantage sur le plan économique, les Joummani se sont mis, depuis quelques années déjà, à grignoter du terrain politique aux Ould

Errachid. Ils comptent aujourd'hui six députés au parlement, en plus de plusieurs responsables locaux. Un gage pour la pérennité des affaires.

De puissants héritiers

Autour de ces deux véritables pôles de pouvoir au Sahara, gravitent plusieurs autres familles et quelques individus. Les **Mae El Ainaïne**, descendants de chefs mystiques et de savants, ont par exemple hérité de plusieurs postes dans l'administration locale. À l'image du patron du CRI de Laâyoune ou du directeur de la seule télévision régionale au Maroc : Mohamed Laghdaf Ed-dah. Autre notable local : **Hassan Derham**. Ce puissant homme

d'affaires, à moitié berbère, était footballeur avant de reprendre en main les affaires familiales en 1993, suite au décès de son père. Depuis quelques années, il n'a aucun mal à se faire élire au parlement, sous différentes bannières. *"Et, faute de solides assises tribales, il essaie de se rattraper sur le terrain de l'action*

caritative et sociale", fait noter un responsable à Laâyoune. Dans le lot des puissants, on retrouve également les **Bouida**, représentants de la tribu des Aït Lahcen, et qui ont su diversifier les sources de leur pouvoir malgré l'absence d'un véritable chef de file, fédérateur et charismatique. *"L'existence d'un chef est souvent déterminante pour qu'une famille préserve son autorité et sa puissance, explique notre observateur. Sans cela, les cousins se perdent dans des luttes intestines et des courses à l'enrichissement ou au pouvoir. C'est d'ailleurs pour cela qu'il n'y aura jamais un seul et même lobby sahraoui"*. Ce qui arrange tout le monde en fin de compte. ■

Pour avoir de l'influence au Sahara, il ne suffit pas d'avoir de l'argent. Il faut surtout disposer de solides assises tribales".